

PERSPECTIVE CATHOLIQUE

Aux catholiques, à ceux qui le sont un peu et à ceux qui ne le sont pas du tout

Pèlerinage de Chartres

Messe tridentine

Rite ancien, ferveur nouvelle

Religion

Pèlerinage de Chartres

- Eric Bertinat

PAGES 1 et 2

Société

Souffrance au travail :

l'envers du décor d'une

société sous pression

- Mirco Canoci

PAGE 3

Première victoire

contre le porno

PAGE 3

Suisse

Armée suisse

et coopération

- Jean-Pierre Saw

PAGE 4

Géopolitique

Pas de cercueils

pour l'Ukraine !

Orban s'oppose à l'es-

calade voulue

par l'Otan

PAGE 4

En Vrac

PAGE 5

Ce que l'Amérique

de Trump reproche

à l'Europe

PAGE 5

*- J'ose le prédire :
Chartres deviendra,
plus que jamais, le
centre de dévotion à
Marie en Occident.
On y affluera, comme
autrefois, de tous les
points du monde !
— Cardinal Pie*



Éric Bertinat - Le week-end de la Pentecôte, quelque 25'000 pèlerins ont parcouru les 100 kilomètres séparant Paris de Chartres. Ce pèlerinage, remis en lumière par Charles Péguy en 1912 — «j'ai prié comme jamais je n'avais prié» — s'inscrit dans une tradition ancienne. L'écrivain y marcha seul, puis accompagné, vers Notre-Dame de Chartres. Huysmans, Psichari, René Schwob et bien d'autres convertis célèbres ont emprunté ce même chemin.

La renaissance d'un pèlerinage

C'est en 1982, lors de la 3e Université d'été du *Centre Henri et André Charlier* au Mesnil-Saint-Loup(1), que germe l'idée de raviver ce pèlerinage tombé en désuétude. Bernard Antony, Rémy Fontaine et Max Champoiseau décident de relancer cette route historique, mais avec un style propre. En 1983, la première édition voit le jour : trois jours de marche, des chapitres organisés, une logistique solide, une atmosphère de chrétienté vivante, et surtout, la messe tridentine comme colonne vertébrale spirituelle. Parti de Notre-Dame de Paris, le millier de pèlerins se retrouve à 3'000 sous le portail nord de la cathédrale de Chartres pour la grand-messe.

Le succès est immédiat et croissant. En 1985, les pèlerins accèdent exceptionnellement à la cathédrale pour entendre **Dom Gérard**, qui évoque «notre Czeszochowa national» et lance alors un

vibrant appel : «**Demain, la Chrétienté !**» Le cardinal Gagnon, alors préfet de la Congrégation pour la famille, envoie un message de soutien : « que ce pèlerinage, composé essentiellement de jeunes, soit le symbole de la chrétienté en France. »

Les tensions ecclésiales

L'année suivante, après une homélie jugée trop marquée par Dom Gérard, l'évêque du lieu exige de nommer lui-même le célébrant et le prédicateur. Le *Centre Charlier* refuse, et la messe retrouve le parvis de la cathédrale. Le nombre de pèlerins ne cesse pourtant d'augmenter. En 1988, le parvis et ses abords sont nécessaires pour accueillir les dizaines de milliers de fidèles — la messe étant toujours interdite à l'intérieur.

En 1989, après les sacres réalisés par Mgr Lefebvre et la publication du *motu proprio Ecclesia Dei* par Jean-Paul II, le pèlerinage se scinde. *Renaissance Catholique* organise un parcours incluant la Fraternité Saint-Pie X (FSSPX). Peu après, cette dernière mènera son propre pèlerinage, en sens inverse (de Chartres à Paris), qui se termine par une messe au Sacré-Cœur de Montmartre, rassemblant cette année plus de 5'000 fidèles.

En 1991, le *Centre Charlier* passe le relais à l'association *Notre-Dame de Chrétienté*. Celle-ci regroupe les instituts religieux issus ou proches de Mgr Le-

fevre, notamment les «communautés Ecclesia Dei», qui ont choisi de rester dans l'Église en conservant la messe tridentine. Ce positionnement, à la fois traditionaliste et en communion avec Rome, suscite bien des réticences de la part des évêques français, inquiets du dynamisme de ces centres spirituels.



Une jeunesse attirée par la Tradition

Le succès du rite tridentin dépasse les clivages. De plus en plus de jeunes sont attirés par sa beauté : prêtres en soutane, encens, chant grégorien, autel tourné vers Dieu, confessionnaux, processions. Et au-delà des formes, ils redécouvrent un enseignement bimillénaire, l'appel à la sainteté, la cohérence d'une vie chrétienne enracinée dans la tradition.

Le cri de Dom Gérard — «**Demain la**

Chrétienté !» — continue de résonner. Cette année, 19'000 pèlerins se sont agenouillés pour la messe célébrée dimanche par Mgr **Athanasius Schneider**, bien connu des fidèles de *Perspective catholique*. La messe, de toute beauté, fut retransmise en direct par *Cnews* (il convient de remercier vivement cette chaîne d'infos en continu tant décriée !), ses images puissantes touchant sans doute bien au-delà du cercle des pratiquants. ([cliquez ici!](#))

Dans les jours précédents, des pressions ont été exercées pour qu'au moins une messe moderne (rite de Paul VI) soit célébrée durant le pèlerinage. Les organisateurs ont tenu bon. Une nouvelle tactique semble émerger : plutôt que de contester frontalement le rite ancien, les tenants du modernisme réclament désormais la cohabitation des deux formes comme preuve de communion avec Rome.

S.Ex. Mgr Schneider a répondu dans son sermon à cette tentative de relativisation, en réaffirmant la force et la profondeur du rite traditionnel :

«Le rite traditionnel de la Sainte Messe nous offre une atmosphère spirituelle propice à l'ardeur du cœur, tout en restant sobre et ordonnée, guidée par la raison éclairée par la foi, la beauté et la dignité du rite. C'est pourquoi il attire les jeunes. C'est le rite aimé et chéri d'innombrables générations catholiques. Il reste toujours nouveau, toujours actuel, jamais dépassé.»

PÈLERINAGE DE PENTECÔTE

de Chartres à Paris

Pour notre mère, la Sainte Église



Une Pentecôte vivante

Deux pèlerinages, 25 000 fidèles, une messe : celle de toujours. Une Pentecôte qui continue de se renouveler, portée par la ferveur de ceux qui refusent que s'éteigne l'âme de la chrétienté.

On peut légitimement se demander si, en réalité, ce qu'on reproche le plus au pèlerinage de Chrétienté – ainsi qu'à son pendant, le pèlerinage de Tradition de Chartres à Paris – ce n'est pas simplement d'incarner, par sa jeunesse, son dynamisme et son rayonnement international, un cinglant rappel de l'échec des pastorales post-conciliaires, censées renouveler l'Église mais qui, au contraire, l'ont conduite à la ruine.

(1) Le village du père Emmanuel et d'Henri Charlier, berceau de Notre-Dame de la Sainte Espérance.



Première victoire contre le porno

C'est une décision qui a marqué un tournant: début juin, le groupe *Aylo* – propriétaire des sites *Pornhub*, *YouPorn* et *RedTube* – a **suspendu l'accès à ses contenus en France**. Officiellement, il s'agirait de défendre la liberté d'expression et l'anonymat des internautes. Mais cette posture cache mal la véritable raison : l'obligation, désormais imposée par la loi française, de mettre en place une vérification de l'âge efficace, notamment par carte d'identité.

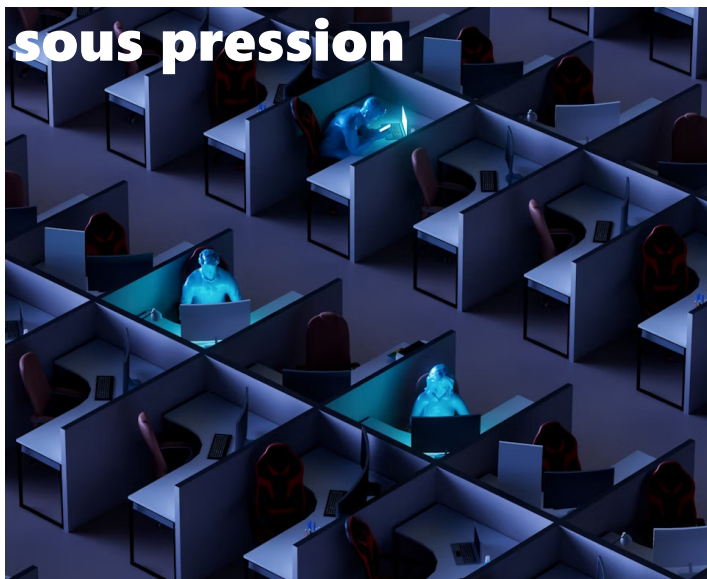
Ce retrait n'est pas anodin. La France est le deuxième plus gros consommateur de contenus pornographiques au monde, juste derrière les États-Unis. *Pornhub*, à lui seul, attire chaque jour 7 millions de visiteurs français. Ce blocage est donc un choix économique risqué pour *Aylo* – un aveu de faiblesse qui montre l'impact réel des politiques de régulation.

Car au cœur de ce modèle économique se trouve une cible : les jeunes. Aujourd'hui, 12 % de l'audience des sites pornographiques est mineure. **Un garçon de 12 ans sur deux consulte du porno chaque mois.** Ce n'est pas un hasard : plus l'exposition est précoce, plus l'empreinte psychologique est profonde et durable. Le cerveau adolescent, en pleine construction, est particulièrement vulnérable. Le porno suractive le système de récompense, altère le regard sur l'autre et érode l'empathie. C'est une addiction qui s'installe, lentement, mais sûrement.

Ce retrait d'*Aylo* est le fruit d'un travail de longue haleine. Avec d'autres associations, le **Centre européen pour le droit et la justice** a porté ce combat dans les sphères politiques et institutionnelles. Publication du rapport ***Lutter contre la pornographie, plaider pour un contrôle d'âge par CNI***, rencontres régulières avec des députés français, mais aussi auprès du Conseil de l'Europe et du Parlement européen. Avec pour objectif : faire reconnaître les sites pornographiques comme des plateformes à haut risque, soumises à des règles strictes de protection des mineurs.

Ce n'est pas la première fois qu'*Aylo* recule : il a déjà bloqué l'accès à ses sites dans plusieurs États américains confrontés à des lois similaires. Mais le faire en France, pays stratégique pour l'industrie, en dit long sur l'efficacité de ces mesures. Lorsqu'un géant du X préfère couper l'accès plutôt que de se conformer à une loi, cela prouve que le contrôle d'âge est une réponse puissante. Il freine l'audience. Il dérange le modèle.

Souffrance au travail : l'envers du décor d'une société sous pression



Mirco Canoci - L'ancien adage "Le travail, c'est la santé" semble aujourd'hui cruellement déconnecté de la réalité. À en croire les chiffres les plus récents, le monde professionnel est devenu, pour beaucoup, une source majeure de stress, d'épuisement et de désillusion. En Suisse, comme ailleurs en Occident, la souffrance psychique au travail prend une ampleur inquiétante.

Une épidémie silencieuse

En Suisse, une personne sur six a déjà souffert d'un burn-out et un quart des travailleurs se considèrent à risque. En dix ans, la proportion de salariés se disant stressés est passée de 18 % à 23 %. Plus de la moitié d'entre eux se déclarent émotionnellement épuisés, ce qui est bien souvent le signe avant-coureur d'un burn-out.

Le Job Stress Index 2022 de Promotion Santé Suisse rapporte que 30,3 % des salariés se disent émotionnellement à bout, un record en Suisse. À cela s'ajoute un constat alarmant : plus de 770'000 employés envisagent de quitter leur poste, accablés par un quotidien devenu insoutenable.

Cette victoire n'est qu'un début. Elle montre qu'un autre rapport au numérique est possible, plus respectueux du développement des jeunes et du bien commun. Nous poursuivrons ce combat, jusqu'à ce que l'accès des mineurs à la pornographie soit réellement bloqué.

Soutenez notre action (cliquez ci-dessous). Signez la pétition. Ensemble, continuons à agir.

La pornographie, ça suffit !

Un coût humain et économique faramineux

Les conséquences ne sont pas seulement personnelles. Selon une étude de SWICA, 57 % des absences pour raisons psychiques sont liées à des conflits au travail, et les coûts économiques de cette souffrance atteignent 6,5 milliards de francs par an. Les secteurs les plus touchés sont le social, la santé et la restauration.

Pire encore : la réintégration après un burn-out échoue dans un cas sur deux. Une situation dans laquelle les individus sont broyés par un système qui exige toujours plus sans offrir ni sens ni stabilité.

Un mal occidental ?

La Suisse n'est pas une exception. En Europe, le stress professionnel serait responsable de près de 10 000 décès chaque année, entre infarctus et suicides. Les femmes, plus exposées à la précarité et au harcèlement, sont surreprésentées dans ces statistiques.

Le rythme de travail suisse est même, selon une enquête du SECO, le plus intense d'Europe. Pourtant, le malaise dépasse nos frontières : selon Gallup, seuls 34 % des travailleurs dans le monde se disent épanouis, contre 58 % en difficulté et 8 % en souffrance.

Une société malade de son rapport au travail ?

Derrière ces chiffres se dessine une réalité inquiétante : notre société a perdu le sens du travail. Le respect de l'individu, la hiérarchie claire, la reconnaissance du mérite et la valorisation de l'effort ont laissé place à une gestion abstraite, bureaucratique et souvent déconnectée du terrain.

Cette crise devrait interroger nos dirigeants, nos entreprises et nos institutions. Le travail ne peut être une chaîne invisible, ni un outil d'aliénation sous couvert de bien-être de façade. Il est temps de remettre l'humain, le bon sens et la responsabilité au cœur du monde professionnel. —

Armée suisse et coopération



Jean-Pierre Saw - Le mot est dans toutes les bouches : forts de notre désarroi interne, nous voulons « coopérer ». Avec qui ? Hier avec l'OTAN, dans le cadre du Partenariat pour la paix, mais aussi avec l'ONU, en y envoyant des soldats de la paix ; demain avec l'Union européenne, si le déclin de l'OTAN devait se confirmer, faisant suite à un report d'intérêt des États-Unis vers la zone Pacifique.

Depuis le début de la guerre en Ukraine, le phénomène a pris de l'ampleur, sous la crainte diffuse d'une menace continentale. Il existe d'ailleurs une liste de six pages des exercices internationaux auxquels l'armée suisse a prévu de se joindre (1). Ainsi, le document nous apprend ainsi qu'en 2025 l'armée suisse participe à 19 exercices internationaux bilatéraux (contre 9 en 2022), dont 17 avec des partenaires européens et deux avec l'armée américaine.

Les domaines sont divers : instruction médicale militaire avec le Danemark, la Finlande, les Pays-Bas et l'Irlande, sauvetage d'équipages d'avions (Danemark et Italie), formation au largage de charges par avion (Danemark encore), coordination et engagement d'aéronefs en milieu alpin (Allemagne), coopération civilo-militaire (Allemagne également), artillerie avec simulateurs et tirs réels (Allemagne et Roumanie), forces aériennes (France, Portugal, Slovaquie), interopérabilité entre les forces spéciales (Grèce, Slovaquie, États-Unis), police militaire (Espagne), défense aérienne (Espagne), transport aérien (Espagne, Hongrie), tireurs d'élite (États-Unis), rapatriement de citoyens (Chypre).

C'est sans compter les stages et exercices dispensés en Suisse, au nombre de quatre (saut en parachute, montagne, tir, simulateurs), comme en 2022. À cela il faut encore rajouter le « programme multilatéral », avec les exercices « effectués dans le cadre du Partenariat pour la paix », c'est-à-dire avec l'OTAN : systèmes de conduite (États-Unis),

collaboration cyber (Estonie), capacité défensives et offensives cyber (Estonie et Espagne), systèmes d'information, de commandement et de communication (Pologne), opérations anti-terroristes (Norvège), médecine militaire (Estonie encore), logistique, défense collective, ce qui fait neuf de plus. Le nombre des exercices internationaux auxquels la Suisse participe à l'étranger a donc multiplié par trois (de 9 à 28) en trois ans.

Ces exercices incluent d'un soldat à environ 850 lors du grand exercice de « reprise du territoire » baptisé TRIAS 25, qui eut lieu en Autriche en avril 2025. Cet exercice est considéré comme un « exercice suisse à l'étranger » et non un exercice international du fait de l'ampleur des troupes et moyens déployés.

Que penser de ce remue-ménage ? Évidemment, il semble important pour nos spécialistes comme pour nos chefs de pouvoir échanger avec leurs collègues des armées voisines, de mettre en pratique ce qu'ils ont appris en le confrontant à d'autres méthodes, de se mesurer, aussi. Ne négligeons pas non plus le facteur de motivation que représente un stage dans un pays étranger. Ces échanges ont eu lieu de tout temps, et se sont développés dans un monde basé sur le multilatéralisme.

Sur une base purement technique et tactique, les exercices communs ne peuvent en principe que contribuer à renforcer notre armée et pacifier le continent en tissant des liens entre les armées.

Ce à quoi nous devons toujours rester vigilants, c'est la volonté politique sous-jacente de rejoindre une alliance militaire, et les engagements que nous prenons dans ce sens. L'idée d'« interopérabilité », par exemple, doit être clarifiée, car elle se base sur la désignation d'une hypothétique menace commune qui ne nous concerne pas. —

(1) <https://www.news.admin.ch/news/message/attachments/91991.pdf>

Pas de cercueils pour l'Ukraine! Orban s'oppose à l'escalade voulue par l'Otan

La matinale européenne (10 juin 2025) - «La Russie pourrait être prête à utiliser la force militaire contre l'Otan dans les cinq ans», a déclaré hier le secrétaire général de l'Alliance **Mark Rutte**, dans un discours à la *Chatham House* à Londres. «La Russie s'est alliée avec la Chine, la Corée du Nord et l'Iran. Ils étendent leurs forces armées et leurs capacités. La machine de guerre de Poutine s'accélère, ne ralentit pas. La Russie reconstitue ses forces armées avec la technologie chinoise et produit plus d'armes à une vitesse que nous ne le pensions», a expliqué Rutte. Le secrétaire général a lancé un appel pour faire un «bond en avant» dans la défense collective. «Le fait est que le danger ne disparaîtra pas même lorsque la guerre en Ukraine prendra fin», a déclaré Rutte. Mais la Russie n'est pas la seule menace. «L'Otan n'a jamais été créée pour combattre seulement l'Union soviétique. Son but était de protéger le territoire de l'Otan de quiconque chercherait à nous attaquer. Et ce que nous voyons actuellement est une énorme accumulation de capacités militaires de la part de la Chine», a déclaré le secrétaire général. L'appel à la Chine est-il une autre tentative de garder Donald Trump engagé dans l'Otan ?

Le contre-discours d'Orban

En visite en France à l'occasion de la «Fête de la victoire» organisée par les «Patriotes», le premier ministre hongrois, **Viktor Orban**, s'est dit hier certain que la Russie n'attaquera pas les pays européens de l'Otan. «Les Russes sont trop faibles pour cela», a déclaré Orban à la chaîne *LCI*. «Ils ne sont même pas capables de vaincre l'Ukraine. Ils sont donc incapables d'attaquer vraiment l'Otan», a ajouté le premier ministre hongrois, allant jusqu'à qualifier d'«héroïque» la résistance de l'Ukraine. Sur la scène des «Patriotes», Orban a plutôt utilisé sa rhétorique habituelle. «Nous ne voulons pas mourir pour l'Ukraine. Nous ne voulons pas que nos enfants reviennent dans des cercueils d'Ukraine. Nous ne voulons pas d'un nouvel Afghanistan à nos portes. Nous ne voulons pas que Bruxelles utilise cette guerre comme prétexte pour instaurer une économie de guerre», a déclaré le premier ministre. —

En VRAC

• **Vernier piégée par le vote étranger!** Le droit de vote communal accordé aux étrangers ouvre la porte à une logique de vote communautaire qui fragilise l'unité nationale et mine la souveraineté populaire. Radicaux, centristes et partis de gauche l'ont bien compris : en misant sur les appartenances communautaires, ils ont cherché à reconstruire un électorat qui leur échappe chez les citoyens suisses. D'abord par la naturalisation massive, ensuite en accordant le droit de vote aux résidents étrangers, ils espèrent tirer profit de clientèles électorales soudées par l'origine plutôt que par l'adhésion aux valeurs communes. Face à cette instrumentalisation du vote, il faut défendre une conception ferme de la citoyenneté : seul celui qui s'intègre pleinement à la nation doit participer aux choix politiques qui la façonnent. Il faut donc revenir en arrière et retirer le droit de vote communal. (EB / FB-29.05.2025)

• **Dans notre précédent numéro, Jean-Pierre Saw** nous offrait un compte-rendu de la conférence donnée à la Nouvelle Société Helvétique par le Conseiller national socialiste Jean-Daniel Fridez. Vous pouvez écouter l'intégralité de celle-ci à l'adresse internet suivante : <https://youtu.be/Bewx3A9FXc8>

• **Un sondage du Guardian révèle que près de la moitié des 16-21 ans préféreraient un monde sans Internet**, signe d'un malaise grandissant face aux effets néfastes du numérique. Face à ce constat, plusieurs pays réagissent : le Royaume-Uni envisage un couvre-feu numérique pour les mineurs, l'Australie interdit les réseaux sociaux aux moins de 16 ans, et plusieurs États américains imposent des restrictions strictes. Si l'interdiction totale n'est pas une solution absolue, l'inaction face à un danger avéré n'est plus tenable. (Le Figaro, 30 mai 2025)

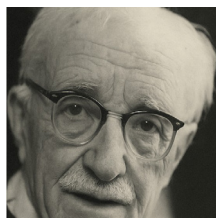
• **Russie : davantage de cliniques pro-vie.** Lors d'une conférence de presse, le père Feodor Loukian, président de la Commission patriarcale pour la protection de la fa-

mille, de la maternité et de l'enfance, a fait savoir que désormais 686 cliniques privées refusent de pratiquer des avortements, soit une hausse de 28,9% en un an. Le prêtre a également souligné que des mesures visant à soutenir les initiatives de l'Église concernant les restrictions en matière d'avortement ont été adoptées dans 87 régions du pays. De plus en plus de demandes émanant des administrations de tout le pays demandent que cette question soit résolue au niveau fédéral. «Toutes les mesures – juridiques, organisationnelles et restrictives – doivent poursuivre un seul objectif : chaque enfant que le Seigneur envoie ici doit naître dans notre pays, car personne n'est superflu aux yeux de Dieu.» (Yves Daoudal - 3 juin 2025)

• **À la suite des négociations conclues le 20 décembre 2024 entre la Suisse et l'Union européenne** sur le nouvel accord institutionnel, le Conseil fédéral s'est félicité de l'inclusion de la Suisse dans le programme Horizon Europe. Dans ce cadre, plusieurs universités suisses ont participé à une étude intitulée «Resist», financée notamment par le SEFRI, visant à analyser les discours politiques dits «anti-genres». Cette étude, portée par des institutions comme l'Université de Lausanne ou celle de Fribourg, présente des positions conservatrices (politiques ou médiatiques) comme des formes de violences anti-genres, ce qui suscite des critiques sur sa méthode et son objectivité. Interpellé par le conseiller national [Nicolas Kolly](#) (UDC-Fribourg), le Conseil fédéral s'est contenté... d'être content de la participation de la Suisse aux programmes de l'UE pour la recherche et l'innovation, contribuant depuis des décennies de façon déterminante à renforcer le pôle européen de la recherche et de l'innovation. (EB) —

Henri Charlier -
50 ans déjà
1873 - 1975

A l'occasion du cinquantenaire de la disparition d'Henri Charlier, Perspective catholique rend hommage à l'artiste, sculpteur et penseur dont l'œuvre continue de marquer notre temps.



L'âme est faite pour l'éternité, elle est toujours à l'étroit dans le temps. Son vrai bien est l'amour de Dieu et ce qu'elle peut faire de mieux en cette vie est de s'y fixer le plus tôt possible. Le temps alors est ce que Dieu veut, un des biens de l'existence. - **Henri Charlier**, Les propos de Minimus, (L'Ascension) (tome 1)

Ce que l'Amérique de Trump reproche à l'Europe



Fin mai, **Samuel Samson**, jeune conseiller de l'administration Trump, a publié un texte programmatique intitulé «La nécessité d'alliés civilisationnels en Europe», provoquant un vif débat des deux côtés de l'Atlantique. Perçu par certains comme un appel au changement de régime, il s'agit en réalité d'un avertissement, que d'aucun jugeront formel, de l'administration Trump à l'Europe.

Le document affirme que les États-Unis considèrent toujours l'Europe comme un partenaire civilisationnel, uni par un héritage commun fondé sur le droit naturel, la foi chrétienne, la tradition gréco-romaine et les fondements philosophiques occidentaux. Samuel Samson insiste : la relation transatlantique ne peut survivre que si l'Europe reste fidèle à ses racines.

Plutôt qu'un discours de confrontation, le texte adopte le ton d'un allié déçu, préoccupé par l'érosion des libertés fondamentales en Europe : atteintes à la liberté d'expression et de religion, criminalisation de discours conservateurs, censure numérique et marginalisation de l'opposition politique (Royaume-Uni, Allemagne, France). Cette dérive menace clairement le socle moral et politique de l'alliance transatlantique. Un texte qui n'est pas sans rappeler celui du vice-président américain **J.D. Vance** prononcé lors de la 61^e **Conférence de Munich sur la sécurité** le 14 février 2025.

Le positionnement américain, tel que formulé dans ce texte, est moins idéologique qu'axiologique : Washington met en garde contre l'abandon des principes occidentaux au profit d'un positivisme juridique jugé aveugle, où «tout ce que l'État prescrit devient légitime» : la défense de la souveraineté nationale, des libertés religieuses et électorales est érigée en précondition à la coopération durable avec l'Europe.

La note se veut toutefois constructive : pas d'appel à un changement de régime, mais une incitation à des réformes internes en faveur des libertés. Samuel Samson conclut sur un ton optimiste, appelant les gouvernements européens à poser des actes concrets pour restaurer un partenariat fondé sur des valeurs partagées. (tiré de **La Nuova Bussola Quotidiana** - 3 juin 2025) —

Cartographie

des médias catholiques en ligne

Une scène de la série *Your Friends & Neighbors* diffusée sur **Apple TV+** a provoqué l'indignation de nombreux catholiques américains. Dans l'épisode 6, deux personnages profanent des hosties consacrées dans une église, les consommant avec moquerie. Bien que fictive, cette mise en scène est perçue comme un blasphème grave, l'Eucharistie étant, selon la foi catholique, la présence réelle du Christ. Le mouvement **CatholicVote** a lancé une pétition — déjà signée par plus de 380 000 personnes — demandant le retrait de l'épisode et des excuses. Il dénonce une attaque gratuite contre la foi catholique et interpelle *Apple* sur son silence face à cette polémique.

La procédure d'adoption de la «**Stratégie 2026-2030 pour l'égalité LGBTIQ**» à Bruxelles est en cours. Ce plan totalitaire, promu par la Commission von der Leyen, sous couvert de lutte contre les discriminations, accorde divers privilèges et financements aux organisations homosexuelles. **Il menace également la liberté d'expression et de religion.** Il s'agit clairement d'une idée néototalitaire qui, pour se nourrir, a besoin de mystifier continuellement l'information, présentant comme des bourreaux les personnes et les groupes qui tentent de défendre les vérités fondamentales de la coexistence humaine, comme le fait que le mariage ne peut être qu'entre un homme et une femme, et que l'on naît homme ou femme. Un néototalitarisme déjà évident dans l'ampleur des objectifs que la Commission se fixe avec la Stratégie LGBT pour 2026-2030. (**La Nuova Bussola quotidiana** - 11 juin 2025)

L'université **DePaul**, pourtant présentée comme catholique, a suscité la controverse en organisant le 4 juin un événement intitulé «**BDSM Sex Ed**», en partenariat avec la branche campus de **Planned Parenthood**. L'atelier proposait discussions et activités autour des pratiques sexuelles **BDSM**, sous couvert d'éducation à des relations «saines». **Planned Parenthood Generation Action**, actif sur le campus, fournit également des préservatifs, la pilule abortive Plan B, et promeut des revendications liées à la «justice reproductive», qu'il prétend alignées sur la mission vincentienne de l'université. Cela entre pourtant en contradiction flagrante avec les principes catholiques, qui condamnent l'avortement et le libertinage sexuel. Ce n'est pas un cas isolé: **DePaul** participe aussi à la **Pride Week 2025** avec divers événements LGBTQ+, et a déjà invité des figures pro-avortement, comme **Jamie Manson** (*Catholics for Choice*), tout en censurant des initiatives pro-vie. Ces choix suscitent de vives critiques, notamment pour leur contradiction avec l'enseignement catholique officiellement revendiqué par l'université. (**Lifesite new** - 6 juin 2025)

Le président de **Catholics for Catholics** (5 juin 2025), John C. Yep, est indigné que le **FBI**, sous l'ancien président **Joe Biden**, ait eu l'audace de mener une enquête nationale sur les groupes catholiques traditionnels. De nouvelles informations récemment publiées indiquent que le **FBI** ne se contentait pas d'un seul bureau pour enquêter sur les catholiques, a déclaré John C. Yep. En réalité, les dossiers récemment révélés, acquis par **Charles E. Grassley**, président de la commission

judiciaire du Sénat, montrent que le **FBI** menait une enquête nationale **sur les traditionalistes**. «Les Américains catholiques tentent encore de comprendre comment l'ancien président Biden, lui aussi catholique autoproclamé, a pu permettre au **FBI** de cibler systématiquement des membres de sa propre religion», a déclaré Yep. «Rares sont ceux qui ont cru l'ancien directeur, Christopher Wray, lorsqu'il a témoigné devant le Congrès que cette note anti-catholique se limitait à un seul bureau local à Richmond. Comme toujours, la vérité finit toujours par faire surface.»

Le départ de Mgr Vincenzo Paglia de la présidence de l'Académie pontificale pour la vie (PAV) et de l'Institut Jean-Paul II marque la fin d'une ère controversée, mais il ne faut pas s'attendre à un retour immédiat aux orientations originelles de Jean-Paul II, tel est l'opinion de **Riccardo Cascioli**, directeur de la **Nuova Bussola Quotidiana** (28 mai 2025), très silencieux jusqu'à présent — signe évident d'une certaine réserve vis-à-vis du nouveau pape. Ce changement était attendu, car Mgr Paglia avait atteint la limite d'âge, et sa succession semble avoir été préparée en amont. Les nominations de ses remplaçants — le cardinal **Baldassare Reina** à l'Institut Jean-Paul II et Mgr **Renzo Pegoraro** à la PAV — témoignent d'une volonté d'assurer la continuité sans rupture brutale. Ces choix suggèrent une stratégie de transition en douceur de la part du nouveau pape, **Léon XIV**, sans remise en cause immédiate des orientations prises sous François. Ainsi, l'avenir des deux institutions reste incertain : rien ne garantit un vrai tournant sans changement de direction profond, notamment à l'Institut Jean-Paul II, toujours marqué par l'influence du directeur actuel, Mgr Philippe Bordeyne. Ce texte a été repris sur le site **Benoit-et-moi.fr** (28 mai 2025) qui pense également qu'il est «difficile de tirer des conclusions». —

Désirez-vous recevoir notre Lettre ? Rien de plus facile : **cliquez**

CH21 8080 8004 5427 1100 1
Bénéficiaire :
Perspective catholique
1203 Genève



Comment nous aider ?

Principalement par une contribution financière nous permettant d'organiser des conférences et d'expédier notre **Lettre**.

Le QR vous facilitera votre versement.

*Autre idée : nous verser une petite somme mensuellement (20.- / 30.- / 50.- ou plus)
D'avance, nous vous remercions*

www.perspectivecatholique.ch